

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 12 juin 2023

CDDG(2023)11

**COMITÉ EUROPÉEN SUR LA DÉMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE  
(CDDG)**

**RAPPORT DE LA 17<sup>e</sup> RÉUNION PLÉNIÈRE**

**27-28 avril 2023, Strasbourg**

Note du Secrétariat  
établie par la  
Direction générale de la démocratie et de la dignité humaine  
Division de la gouvernance démocratique

---

## 1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. M. Paul Rowsell (Royaume-Uni), Président du CDDG, ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux membres - y compris les nouveaux membres du Danemark, de l'Allemagne et de l'Ukraine - et aux autres participants, et les encourage toutes et tous à participer aux discussions. La liste des participants figure à l'Annexe 1. Le Comité adopte son ordre du jour (document CDDG(2023)OJ1) tel qu'il figure à l'Annexe 2. Le Président donne ensuite un aperçu de la 25e réunion du Bureau (Strasbourg, 23-24 mars 2023) et du rapport correspondant (document [\[CDDG-Bu\(2023\)6\]](#)). Le CDDG prend note de ces informations.

## 2. Quatrième Sommet du Conseil de l'Europe et impact sur le mandat du CDDG

2. Le CDDG **tient un échange de vues sur le Quatrième Sommet du Conseil de l'Europe** (Reykjavík, Islande, 16-17 mai)<sup>1</sup>, avec l'Ambassadrice Svetlana Geleva, Présidente du Groupe de rapporteurs du Comité des Ministres sur la démocratie (GR-DEM), et Claudia Luciani, Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance. Le Comité est informé des résultats attendus du Sommet, à savoir une déclaration finale, la création d'un registre des dommages pour l'Ukraine et des "Principes de Reykjavík pour la démocratie". Ce dernier document revêt une importance particulière du fait de son impact probable pour le nouveau mandat du CDDG.

3. De nouveaux mandats des comités intergouvernementaux devront être préparés pour la période 2024-2027 et il est souligné que, bien que les comités ne soient pas censés préparer et/ou adopter formellement ces mandats, les membres du CDDG ont l'occasion de formuler des commentaires. Au cours des discussions qui suivent, il est clairement établi que d'importants travaux en cours (sur la gouvernance multi-niveaux, la démocratie délibérative, la gouvernance en période d'urgence) seront poursuivis et que le CDDG continuera évidemment à s'occuper des réformes administratives et de questions d'actualité telles que l'utilisation de l'intelligence artificielle et la coopération avec la société civile. Les commentaires et questions qui suivent portent sur le recul démocratique et la manière de le refléter dans le futur mandat, les objectifs visés par les "principes de Reykjavík" et une éventuelle liste de critères (« checklist »), la question de savoir si la création d'un(e) commissaire à la démocratie était toujours envisagée.

4. Le CDDG a également un **échange sur les résultats de la récente deuxième édition du Sommet pour la démocratie**, qui s'est tenue les 29 et 30 mars et a été organisée par les États-Unis en collaboration avec les gouvernements du Costa Rica, des Pays-Bas, de la République de Corée et de la République de Zambie<sup>2</sup>. Tanja Gonggrijp, ambassadrice des Pays-Bas et Olimar Maisonet-Guzman, conseillère pour les droits humains à l'ambassade des États-Unis à Paris, donnent un aperçu du format et des segments thématiques utilisés pour l'événement, à savoir: 1) soutenir des médias libres

<sup>1</sup> Pour plus d'informations, voir <https://www.coe.int/fr/web/portal/-/heads-of-state-and-government-agree-to-strengthen-council-of-europe-ensure-accountability-for-russia-s-war-of-aggression-against-ukraine-and-support-victims>

<sup>2</sup> Pour un aperçu rapide, voir <https://www.government.nl/ministries/ministry-of-foreign-affairs/activiteiten/summit-for-democracy>; pour un aperçu de la substance discutée <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/12/23/summit-for-democracy-summary-of-proceedings>

et indépendants ; 2) lutter contre la corruption ; 3) soutenir les réformateurs démocratiques; 4) faire progresser la technologie au service de la démocratie ; et 5) défendre des élections et des processus politiques libres et équitables. Dans l'ensemble, le sommet permettra de faire le point sur les efforts déployés pour promouvoir la démocratie et de renouveler les engagements en faveur des valeurs démocratiques.

5. L'Ambassadrice Geleva évoque la [table ronde thématique "La démocratie est-elle une clé de la paix ?"](#), une contribution au deuxième sommet sur la démocratie qu'elle a co-moderée avec Paul Rowsell le 27 mars, et dont l'enregistrement est disponible en ligne. Comme d'autres participants, elle évoque diverses causes possibles des préférences occasionnelles pour les régimes autoritaires, qui mériteraient d'être analysées plus en détail.

6. Au cours de la discussion qui suit, les participants soulignent notamment que la manière dont le secteur privé a été impliqué dans le Sommet pour la démocratie pourrait inspirer le propre mode de fonctionnement du Conseil de l'Europe ; que des principes sur la démocratie devraient également avoir une dimension pratique ; que la préservation de la démocratie exigeait une action collective mondiale et qu'il convenait d'éviter la duplication des initiatives. Des éclaircissements sont également demandés sur l'issue et les implications de l'affaire américaine "Dominion Voting Systems v. Fox News Network". À l'issue des discussions, il est convenu de continuer à soutenir et à contribuer à la troisième édition du Sommet pour la démocratie en 2024.

### **3. Présidence du Comité des ministres**

7. Le Comité entend une présentation de Jānis Kārkliņš, Ambassadeur de Lettonie, sur les priorités possibles de la présidence lettone du Comité des ministres (mai-novembre 2023 - voir aussi <https://www.coe.int/fr/web/presidency>). Il s'agit notamment : a) d'une série d'actions en soutien aux priorités actuelles et nouvelles issues du sommet concernant les droits humains (en particulier la manière dont les systèmes judiciaires nationaux pourraient soutenir la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme), la démocratie et l'État de droit, ainsi que le soutien à l'Ukraine ; b) de travaux sur l'environnement numérique (achèvement du projet de convention sur l'intelligence artificielle, l'impact des TIC sur nos sociétés, la manière de réglementer les médias sociaux) ; c) de la réforme et de l'amélioration du Conseil de l'Europe (p. ex.c) la réforme et l'amélioration du Conseil de l'Europe (par exemple, l'augmentation de la transparence et de la participation, l'amélioration de la visibilité), y compris par le biais du nouveau mandat pour les travaux intergouvernementaux au cours de la période 2024-2027.

8. Lors de l'échange de vues, il est fait référence à la [Conférence internationale sur la bonne gouvernance au niveau local \(26 mai, Riga\)](#), organisée conjointement avec le Centre d'expertise, et qui se conclura par la cérémonie de remise de la distinction ELoGE aux municipalités lettones. Les participants demandent des avis sur le rôle que pourrait jouer le CDDG pour soutenir les priorités de la présidence lettone. Le CDDG prend note de l'appel à toutes les délégations CDDG intéressées à participer (à leurs propres frais) à la conférence de Riga.

#### 4. Plan de travail du CDDG en 2023

##### *Principes de bonne gouvernance démocratique*

9. Le Président du CDDG et Peter Andre (Autriche), Président du groupe de travail sur la gouvernance (GT-G), se réfèrent au projet de Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur les principes de bonne gouvernance démocratique (document [\[CDDG\(2023\)1\]](#)) et à son exposé des motifs (document [\[CDDG\(2023\)2\]](#)), soulignant l'importance de ce nouvel instrument et fournissant des informations sur les derniers travaux de rédaction lors de la réunion du GT-G des 2 et 3 février 2023.

10. Le CDDG procède à l'examen final des textes et les approuve en principe. Il est convenu que cette approbation est subordonnée à la confirmation d'un libellé approprié dans le préambule, relatif au Sommet, qui sera diffusé pour adoption finale par procédure écrite immédiatement après le quatrième Sommet.

##### *Démocratie délibérative*

11. Le Président et Markku Mölläri (Finlande), Vice-Président du groupe de travail sur la démocratie délibérative (GT-DD), rappellent le contexte des travaux qui ont conduit au projet de Recommandation du Comité des Ministres aux Etats membres sur la démocratie délibérative, et évoquent la dernière réunion du GT-DD du 1er mars 2023 (rapport dans le document [\[GT-DD\(2023\)2\]](#)) ainsi qu'à la récente publication du [Rapport sur la démocratie délibérative \(2023\)](#) qui a préparé le terrain pour l'élaboration de la recommandation. La [consultation publique](#) sur le projet entre octobre et décembre 2022 a donné lieu à des contributions intéressantes et des consultations similaires pourraient être organisées plus largement à l'avenir. Le Secrétariat indique que l'UE travaille également à l'heure actuelle sur le sujet de la démocratie délibérative.

12. Le CDDG prend note de ce qui précède, examine et approuve le projet de recommandation sur la démocratie délibérative.

##### *Gouvernance multi-niveaux*

13. Peter Andre (Autriche), Président du nouveau groupe de travail sur la gouvernance (GT-G), présente les travaux du GT-G tels que décrits dans le rapport de sa réunion des 2 et 3 février (document [\[GT-G\(2023\)5\]](#)). Le Secrétariat présente les résultats préliminaires du questionnaire diffusé par le Service de réponse rapide pour soutenir le GT-G et son expert-consultant, Olivier Terrien (France), dans leur tâche de préparation d'un rapport sur la gouvernance à multiniveaux.

14. Le Comité examine ensuite et discute un avant-projet de structure pour un rapport sur la gouvernance multiniveaux (document [\[CDDG\(2023\)5\]](#) préparé par l'expert consultant du GT-G). Il est important que le futur rapport mette l'accent sur les points suivants :

- les défis posés par les différences politiques entre les communautés et le niveau de gouvernance dans un système de gouvernance multi-niveaux (GMN) donné ;

- aborder d'autres questions essentielles telles que : lorsqu'il y a GMN, comment parvenir à une administration efficace, comment garantir la redevabilité et la transparence ; raisons de l'existence d'une GMN (histoire, identité, langue, etc.) ; critères permettant une distribution des compétences entre les niveaux de gouvernement, et le sujet important de la subsidiarité ; bien que le niveau de l'UE soit important, le rapport ne devrait pas le traiter en détail ;
- la conclusion devrait préparer le terrain pour la recommandation.

15. Le Comité décide ensuite de prolonger jusqu'au 22 mai 2023 le délai de réponse au questionnaire sur la GMN destiné à recueillir des informations auprès des États membres.

#### *Administration publique verte*

16. Markku Mölläri (Finlande), Président du nouveau groupe de travail sur l'administration publique verte (GT-A), présente les résultats de sa réunion des 2 et 3 mars 2023 (rapport [\[GT-A\(2023\)4\]](#)) et évoque la conférence sur l'administration publique verte qui s'est tenue le 26 avril en coopération avec la présidence islandaise du Comité des Ministres. Anna Gunnhildur Ólafsdóttir (Islande) présente plus en détail les points forts et un résumé de l'événement. Le Secrétariat fait référence aux résultats préliminaires du questionnaire qui a été diffusé via le service de réponse rapide pour aider le GT-A dans sa tâche de préparation d'un rapport sur l'administration publique verte.

17. Au cours de la discussion, des membres du CDDG rappellent que le rapport devrait donner des orientations pratiques sans répéter ce qui a été dit ailleurs ; que ces orientations et conseils pourraient prendre la forme d'une *checklist* des bonnes pratiques mettant l'accent sur des questions choisies ayant une valeur pratique pour les gouvernements afin de rendre les politiques plus vertes. À l'issue des discussions, le Comité décide de prolonger le délai de réponse au questionnaire jusqu'au 15 juin 2023.

#### *Conférence sur le vote électronique et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC)*

18. Le Président présente la proposition d'organiser, le 16 juin 2023 à Strasbourg, une conférence qui soutiendrait l'examen bisannuel du CDDG de la mise en œuvre de la [Recommandation CM/ Rec\(2017\)5 sur les normes relatives au vote électronique](#) et des [Lignes directrices sur l'utilisation des TIC dans les processus électoraux](#), qui serait organisée avec la Division des élections et de la démocratie participative. Le Secrétariat fournit des détails supplémentaires et une mise à jour concernant la préparation pratique (y compris la diffusion d'un questionnaire pour collecter des informations à présenter lors de l'événement), ainsi qu'un projet de programme de la conférence, décrit dans le document [\[CDDG\(2023\)8\]](#). Les participants devront participer à leurs propres frais, le budget du CDDG ne permettant de couvrir que certaines dépenses d'organisation. Les membres et les représentants des organes de gestion des élections peuvent être invités par les membres du CDDG. Le CDDG prend note des étapes proposées et les approuve.

### *Points restants du plan de travail*

19. Le Secrétariat se réfère au [calendrier des activités du CDDG](#) disponible sur le site web du CDDG et résume les différents événements à venir entre avril et décembre 2023, qui comprennent - outre la conférence en Lettonie et la conférence sur le vote électronique à Strasbourg (voir ci-dessus) - des réunions de groupe de travail informelles en ligne du GT-A et du GT-G en juin, puis les réunions en présentiel au début de l'automne. Le CDDG prend note du plan de travail et des dates prévues jusqu'à la fin de l'année.

## **5. Informations fournies par les rapporteurs du CDDG**

20. Edwin Lefebvre (Belgique), co-rapporteur sur l'égalité entre les femmes et les hommes, fait le point sur les examens effectués ou à effectuer, dans une perspective d'égalité entre les femmes et les hommes, des textes préparés par la commission. Peter Andre (Autriche), rapporteur pour la démocratie et les technologies, fait le point sur sa participation aux travaux récents du Comité sur l'intelligence artificielle et sur l'état d'avancement du projet de convention sur le sujet, qui est désormais [disponible en ligne](#) pour faciliter les consultations. Markku Mölläri (Finlande), rapporteur sur les questions sociales, évoque l'importance d'aborder la situation des groupes défavorisés dans les documents du CDDG, en illustrant son propos par le cas des personnes handicapées en matière de vote ou d'utilisation des technologies de l'information.

## **6. Partager l'expérience pour promouvoir la bonne gouvernance démocratique**

### *Échange de vues avec des hauts fonctionnaires*

21. Oleksandra Azarkhina, Vice-Ministre des communautés, des territoires et du développement des infrastructures de l'Ukraine, fait le point sur les réformes dans le contexte de la guerre et les préparatifs pour la phase de reconstruction après-guerre. Les difficultés actuelles que connaissent les collectivités locales comprennent notamment l'exode massif d'habitants ; le déplacement d'entreprises et la perte d'emplois ; la destruction d'infrastructures (résidentielles, sociales, économiques). La reconstruction s'appuiera sur trois grands volets : bonne gouvernance, transparence et digitalisation, développement centré sur les individus. Elle remercie le Conseil de l'Europe pour son soutien à l'Ukraine, en particulier l'assistance pour la réforme de décentralisation au travers du projet géré avec le Centre d'Expertise. Le CDDG réitère sa volonté de continuer à soutenir l'Ukraine, en coopération avec le Centre d'expertise et éventuellement par le biais d'une tâche spécifique dans son mandat pour 2024-2027.

22. Mzia Giorgobani, Vice-Ministre du développement régional et des infrastructures de Géorgie, indique que les efforts déployés pour obtenir le statut de candidat à l'UE ont contribué à faire de la bonne gouvernance et de l'autonomie locale des priorités dans l'agenda des réformes. Elle fait le point sur l'état d'avancement du processus de décentralisation dans son pays et sur la mise en œuvre de la stratégie correspondante pour 2020-2025. Les participants posent notamment des questions sur l'expérience géorgienne en matière de mobilisation des parties prenantes et du public pour assurer la réussite de ces réformes, sur les éventuelles difficultés rencontrées (le vieillissement de la population qui a besoin de services locaux supplémentaires, urbanisation au détriment des zones reculées etc.) et sur les éventuelles incitations et conditions liées au subventionnement des services locaux par l'État.

23. Vache Terteryan, Vice-Ministre de l'administration territoriale et des infrastructures, Arménie, se félicite de l'échange mutuel d'expériences à l'occasion de la conférence sur l'administration publique verte du 26 avril. Il fait référence à la décentralisation et aux réformes administratives territoriales en cours y compris la conclusion d'accords intercommunaux, la coopération dans le domaine de la gestion des déchets, la mise à jour du cadre juridique, la préparation d'une note conceptuelle sur le processus de décentralisation basé sur la Charte européenne (pour assurer en particulier une coopération efficace entre les différentes autorités et des approches de gouvernance à plusieurs niveaux), la durabilité des résultats, etc. Au cours de la discussion qui suit, le Secrétariat rappelle le large éventail de soutien disponible pour les États membres à travers les activités menées par le Service de la démocratie et de la gouvernance.

24. Agnese Geduseva, Secrétaire parlementaire, Ministère de la protection de l'environnement et du développement régional de Lettonie évoque les efforts actuels pour favoriser la bonne gouvernance démocratique à travers les réformes territoriales. Après les élections locales du 1er juillet 2021, les réformes mises en œuvre ont permis de diminuer considérablement le nombre de municipalités, d'augmenter les capacités d'investissement, de réduire les disparités entre les communautés (pour éviter l'exode vers les grandes villes) et d'augmenter la qualité des services par le biais de centres administratifs régionaux. De même, le nombre total d'élus municipaux a été divisé par trois, ce qui a permis d'augmenter le niveau de qualification. La nouvelle loi sur les municipalités est entrée en vigueur en octobre 2022. Un certain nombre d'initiatives ont également été développées pour soutenir la participation des communautés de diverses manières. Au cours de la discussion qui suit, les participants demandent des informations supplémentaires sur les critères appliqués pour la fusion des municipalités, comment a été géré l'opposition possible des élus locaux et de la population à certains aspects des réformes lettones. Des informations complémentaires sont également fournies sur la conférence prévue à Riga le 26 mai et sur la cérémonie de clôture du projet ELoGE pour la Lettonie (voir également le point 3 ci-dessus).

#### *Congrès des pouvoirs locaux et régionaux*

25. Mathieu Mori, Secrétaire général du Congrès, donne un aperçu des textes récents adoptés dans le domaine de l'environnement et des travaux à venir sur l'intelligence artificielle et les *fake news*, y compris une conférence qui se tiendra le 2 juin aux Pays-Bas sur l'inclusion numérique et l'intelligence artificielle. Le Congrès a adopté un document de synthèse contenant des propositions pour le Quatrième Sommet, qui porte notamment sur les moyens de renforcer le Conseil de l'Europe et le soutien à l'Ukraine. Au cours de l'échange de vues qui suit, les membres demandent des précisions sur le risque de redondance concernant le registre des dommages du Conseil de l'Europe pour l'Ukraine (étant donné que le pays a établi son propre registre), la coopération entre le Congrès et d'autres organisations, et les travaux à venir dans le domaine du suivi. A la fin des discussions, le Président souligne la complémentarité des travaux entre le CDDG et le Congrès et invite ce dernier à participer activement aux groupes de travail du CDDG.

### *Modernisation administrative en Europe, tendances actuelles*

26. Le professeur Joachim Beck, doyen de l'université des sciences appliquées de Kehl (Allemagne), fait le point sur ses recherches concernant les tendances en matière de gestion administrative en Europe. [la gestion administrative en Europe](#) qui est en cours de préparation grâce aux contributions des membres du CDDG recueillies par le biais du Service de réponse rapide. L'étude a *notamment* montré que des domaines spécifiques étaient au centre des préoccupations d'une majorité de pays, indépendamment de leur contexte individuel, par exemple les réformes territoriales, le développement de l'évaluation de l'impact dans l'élaboration des politiques, la digitalisation de l'administration, les nouvelles approches visant à promouvoir la transparence et la participation des citoyens à l'élaboration des politiques. Le professeur Beck souligne que des études plus régulières (par exemple tous les 2 ou 3 ans), portant également sur des aspects spécifiques, pourraient être envisagées pour étayer les discussions sur les défis posés par la mise en œuvre des réformes administratives. Le Comité réitère son intérêt à contribuer davantage à l'étude et à voir les résultats globaux, une fois qu'elle sera achevée en 2024 (l'étude sera disponible en tant que document en libre accès).

### *Développements actuels dans les États membres*

27. Edwin Lefebvre (Belgique, Communauté Flamande) informe le Comité sur la création d'une commission sur la décentralisation dans cette Communauté en 2022 (composée paritairement de membres du gouvernement et de l'association des autorités locales). Sa mission est d'élaborer des propositions d'actions pour la décentralisation. Selon son rapport d'activité 2022, sur 61 propositions qui avaient été faites, 52 ont été retenues.

28. Mihai Adrian Groșan (Roumanie) fournit des informations sur la mise en œuvre du processus ELoGE en Roumanie, avec un nombre total de 58 municipalités s'inscrivant pour participer. Il fait également référence à la deuxième vague de travaux de codification concernant la législation sur l'administration locale, visant à unifier et à mettre à jour si nécessaire la législation ; cinq codes ont été préparés entre 2018 et aujourd'hui : code administratif ; code de procédure administrative, code des finances publiques locales, code des services communautaires et des services de base ; code de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de la construction. Il fait également référence à de nouveaux mécanismes de coopération entre les gouvernements locaux, y compris les associations de communautés, visant à augmenter la qualité des services et à élever le niveau de qualification du personnel public concerné, entre autres aspects.

## **7. Coopération avec les organisations partenaires**

29. Le CDDG entend les présentations de Magnus Öhman, Directeur du Bureau Europe de la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES), Ken Godfrey, Directeur exécutif du European Partnership for Democracy (EPD) et Adina Trunk, Cheffe de cabinet du secrétaire général de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (International IDEA). Ils donnent un aperçu des priorités et des domaines de travail d'intérêt commun dans le domaine de la démocratie et de la gouvernance, des défis particuliers liés au recul de la démocratie (par exemple, la désinformation, le désengagement des citoyens), de l'importance de combiner les forces entre les acteurs impliqués dans la promotion de la démocratie, etc. Des opportunités de coopération sont relevées.



30. Sarah Kups, économiste principale à la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales (OCDE), informe les participants sur le rapport de l'OCDE *Construire la confiance pour renforcer la démocratie*, publié en juillet 2022. Ce rapport s'appuie sur l'enquête sur les moteurs de la confiance dans les institutions publiques menée l'année précédente, afin de mesurer les performances des gouvernements en fonction de cinq moteurs de la confiance : fiabilité, réactivité, intégrité, ouverture et équité. Le rapport fournit des indications pour de futures réformes politiques.

## **8. Centre d'Expertise pour la Bonne Gouvernance**

31. Le Secrétariat informe sur l'état des projets et activités gérés par le [Centre d'Expertise](#) (CEBG) dans différents pays et sur la mise en œuvre du [Label européen d'excellence en matière de gouvernance \(ELoGE\)](#). La plateforme d'accréditation ELoGE a tenu sa 8e réunion le 24 mars 2023, au cours de laquelle les accréditations ont été renouvelées pour les organismes gérant le label en Macédoine du Nord, au Kosovo\*, à Malte, en Pologne, au Portugal et en Türkiye. De nouvelles accréditations ont été accordées pour 3 ans à la Finlande et à la Lituanie.

32. Un processus de révision du référentiel ELoGE a été lancé, avec la participation d'experts du CEBG et d'une douzaine de pays où le label est géré. Le document qui en résultera sera présenté au CDDG lors de sa 18e réunion. Les membres du CDDG sont encouragés à soutenir l'introduction d'ELoGE dans leur pays. Le CDDG prend note des informations ci-dessus.

## **9. Activités sur la démocratie et la gouvernance**

### *COING*

33. Etant donné que la Conférence des Organisations Internationales Non Gouvernementales sera consultée sur la préparation du Quatrième Sommet du Conseil de l'Europe, Gerhard Ermischer, Président de la COING, fait référence à la préparation d'une position commune par la Conférence. Les préoccupations actuelles de la COING incluent la nécessité de déclarations fortes sur le thème de la démocratie, y compris la bonne gouvernance démocratique et la participation démocratique. La COING est également impliquée dans le travail de la commission sur l'intelligence artificielle et elle estime qu'il n'est pas acceptable que des secteurs soient laissés de côté tels que la sécurité, la défense, certains secteurs économiques.

---

\* Toute référence au Kosovo, qu'il s'agisse du territoire, des institutions ou de la population, dans ce texte doivent être comprises dans le plein respect de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies et sans préjudice du statut du Kosovo.

34. Il est rappelé que la COING a participé au lancement de la plateforme interactive en ligne [BePart](#) et M. Ermischer encourage les membres du CDDG à l'alimenter avec d'autres exemples d'initiatives en faveur de la participation civile. Selon lui, le phénomène actuel observé est une attaque contre la démocratie (et cela a des conséquences sur les droits de l'homme), et non une attaque contre les droits de l'homme. Au cours de la discussion, il est souligné que le quatrième sommet est une initiative à prendre pour mieux promouvoir et protéger la démocratie en tant que troisième pilier d'activités, le plus négligé. M. Ermischer estime également qu'il faut faire davantage pour promouvoir, mettre en œuvre et assurer le suivi des textes adoptés par le Comité des ministres.

#### *Forum mondial de la démocratie*

35. Le Secrétariat informe sur l'édition 2023 du [Forum mondial de la démocratie](#) (6-8 novembre 2023), qui se concentrera sur les liens entre la démocratie et la paix. Le 15 juin est la date limite pour présenter des propositions d'initiatives et les membres du CDDG sont encouragés à diffuser l'information dans leur pays. Le Comité convient de soutenir l'événement et d'y contribuer avec un *Forum Talk* sur la coopération transfrontalière.

#### *Comité sur l'intelligence artificielle (CAI)*

36. Kristian Bartholin, Secrétaire du CAI, fait le point sur l'état d'avancement du projet de convention sur l'intelligence artificielle, alors que le CAI tenait sa 5e réunion (Strasbourg, 19-21 avril) et qu'elle tiendra sa 6e réunion très prochainement (31 mai-2 juin). Le projet est désormais disponible en ligne sur le [site web du CAI](#) et bien que l'intention soit d'achever le texte en septembre de cette année, cela pourrait être très difficile à réaliser compte tenu de la complexité de l'exercice et des questions en jeu. Au cours de la discussion qui suit, les membres s'interrogent sur certaines formulations employées dans le projet actuel, sur la question de savoir si l'on a envisagé d'accorder des droits à une intelligence artificielle, et sur comment prendre adéquatement en compte les utilisateurs de l'IA dans le secteur privé dans le texte. Le CDDG convient que d'autres commentaires seront soumis par écrit au CAI sur la dernière version du projet de convention.

#### *Conseil consultatif de la jeunesse*

37. Le Comité a un échange de vues avec Spyros Papadatos, Président du Conseil consultatif pour la jeunesse du Conseil de l'Europe, après qu'il ait présenté son rôle et ses activités, qui consistent notamment à conseiller le Comité des ministres et le Conseil de l'Europe dans son ensemble et à cogérer le secteur jeunesse de l'organisation avec le comité intergouvernemental compétent, ce qui est assez unique. Au cours de la discussion, il souligne que les jeunes ne se sentent pas représentés de manière adéquate, en particulier à la lumière de la rhétorique dominante qui associe les jeunes à l'avenir (et non à leurs préoccupations dans le présent) ; une plus grande participation est donc importante.

## **10. Questions diverses**

38. Le Président souligne la nécessité d'organiser les élections du Bureau lors de la prochaine réunion du CDDG et encourage les candidatures potentielles.

**11 et 12. Date de la prochaine réunion ; adoption du rapport abrégé**

39. Le CDDG convient de tenir sa 18e réunion plénière les 23 et 24 novembre 2023 à Strasbourg. Il examine et adopte également le projet de rapport abrégé. Le Président remercie ensuite tous les participants pour les discussions fructueuses, le Secrétariat et les interprètes pour leur soutien, et clôture la réunion.

**ANNEXE 1****LISTE DES PARTICIPANTS****MEMBERS / MEMBRES****CHAIR / PRESIDENT**

Mr Paul ROWSELL, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government

**ALBANIA / ALBANIE**

Apologised for absence / Excusé

**ARMENIA / ARMENIE**

Mr Vache TERTERYAN, Deputy Minister of Territorial Administration and Infrastructure,

Ms Armine HOVHANNISYAN, Deputy to the Permanent Representative of Armenia

**AUSTRIA / AUTRICHE**

Mr Peter ANDRE, Ministry of Interior, Senior Expert for Legal Affairs

Mag. Stefan GÖLLER, Legal expert, Office of the Vienna Provincial Government, Department for European Affairs

**AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN**

Mr Vugar ALIYEV, Head Adviser of the Foreign Policy Department of the Presidential Administration of the Republic of Azerbaijan

**BELGIUM / BELGIQUE**

Mr Edwin LEFEBRE, Deputy Director, Ministry of the Flemish Community, Agency for Home Affairs

**BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE**

Ambassador Almir ŠAHOVIĆ, Ambassador of Bosnia and Herzegovina to the Netherlands, Ministry of Foreign Affairs of Bosnia and Herzegovina

**BULGARIA / BULGARIE**

Mr Penyo DYAKOV, Chief expert, Department "Administrative-territorial structure", Directorate "Spatial Development and Administrative-territorial Structure", Ministry of Regional Development and Public Works

Mr Mihail VASILEV, State expert, Department "Administrative-territorial structure", Directorate "Spatial Development and Administrative-territorial Structure", Ministry of Regional Development and Public Works

**CROATIA / CROATIE**

Apologised for absence / Excusé

**CYPRUS / CHYPRE**

Ms Emily ARGYROU, Trainee, Permanent Representation of the Republic of Cyprus to the Council of Europe

**CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE**

Mr Petr FEJTEK, Senior Administrative Advisor, Department for Strategic Development and Coordination of Public Administration, Ministry of Interior of the Czech Republic,

**DENMARK / DANEMARK**

Ms Natasha VOSS PLUM, Senior Advisor, Ministry of the Interior and Health, Department of Public Administrative Law

**ESTONIA / ESTONIE**

Mr Kaur KAASIK-AASLAV, Head of Harju Region, Ministry of Finance, Local Government Policy Department

**FINLAND / FINLANDE**

Mr Markku MÖLLÄRI, Ministerial adviser, Department for Local Affairs and Regional Administration, Ministry of Finance

**FRANCE**

Ms Camille VALENTIN, Rédactrice juridique, Bureau des structures territoriales, Direction générale des collectivités locales, Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales

**GEORGIA / GEORGIE**

Ms Mzia GIORGOBANI, Deputy Minister of Regional Development and Infrastructure of Georgia

Mr Giorgi DIDIDZE, Head of Department of Regional and Mountainous Areas Development, Ministry of Regional Development and Infrastructure of Georgia

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Ms Alexandra BURCK, Desk Officer, Federal Ministry of the Interior and Community, Division H III 1- Resilient Democracy and Prevention of Extremism

**GREECE / GRECE**

Mr Dimitrios PONTIKAKIS, Directorate of Organising and Functioning of Local Government, Ministry of the Interior

**HUNGARY / HONGRIE**

Mr Barnabás SALLAI, Government Officer for International Relations

**ICELAND / ISLANDE**

Ms Anna Gunnhildur ÓLAFSDÓTTIR, Specialist at the Ministry of Infrastructure

**ITALY / ITALIE**

Mr Francesco GIUSTINO, Policy Analyst and statistics at Presidency of Council of the Ministers

**LATVIA / LETTONIE**

Mr Jānis KĀRKLIŅŠ, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Latvia, Permanent Representation of Latvia to the Council of Europe

Ms Agnese GEDUŠEVA, Parliamentary Secretary, Ministry of Environmental Protection and Regional Development

Ms Agnese PABERZA DRAUDINA, senior expert, Local Government Department, Local Governments Supervision Division, Ministry of Environmental Protection and Regional Development

Ms Fatma FRIDENGERGA, Deputy Director, Legal Department, Riga City Council

**LITHUANIA / LITUANIE**

Mr Paulius SKARDŽIUS, Senior Adviser, Public Administration and Local Government Policy Group, Ministry of the Interior

**LUXEMBOURG**

Ms Mireille CRUCHTEN, Conseillère, Chargée de direction, Ministère de l'Intérieur, Direction des Affaires communales

**MALTA / MALTE**

Mr Vincent VELLA, Assistant Director, Local Government Division, Ministry for National Heritage, Arts and Local Government

**REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA**

Mr Igor PȘENICINÎI, Deputy Secretary General of the Government

**MONTENEGRO**

Ms Zorana POPOVIC, Head of Department for eGovernment, Directorate for Local Self-Government, Ministry of Public Administration, digital society and media

**NETHERLANDS / PAYS-BAS**

Ms Tanja GONGGRIJP, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary, Permanent Representative of the Netherlands to the Council of Europe

Ms Puck GORRISSEN, Policy Officer Democracy, Democracy and Governance Division, Ministry of the Interior and Kingdom Relations

Mr Rob STEENKAMER, Democracy and Governance Division, Ministry of the Interior and Kingdom Relations

**NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD**

Ms Gordana GAPIKJ-DIMITROVSKA, State Advisor, the Ministry of Information Society and Administration

**NORWAY / NORVEGE**

Ms Nina Britt BERGE, Senior Adviser, Norwegian Ministry of Local Government and Regional Development

**POLAND / POLOGNE**

Ms Iwona WIECZOREK, Director, National Institute of local self-government

Mr Grzegorz NAWROT, Chief Specialist, National Institute of local self-government

**PORTUGAL**

Ms Tânia MOURATO JERONIMO, Head of Department for Cooperation and Financial Affairs, Directorate-General for Local Authorities, LISBOA

**ROMANIA / ROUMANIE**

Mr Mihai Adrian GROȘAN, Head of Department, Ministry of Public Labor, Development and Administration, BUCHAREST

**SAN MARINO / SAINT-MARIN**

Ms Carlotta ANTONELLI, National Expert

**SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Ms Nad'á FIRÁK KURILOVÁ, Director, Self-Government and Foreign Relations Department, Public Administration Section, Ministry of Interior of the Slovak Republic

**SLOVENIA / SLOVENIE**

Mr Roman LAVTAR, Head of the Sector of Local self-government, Local self-government, non-governmental organisations and political system directorate, Ministry of public administration

Ms Urška REMIC, Sector of Local self-government, Local self-government, non-governmental organisations and political system directorate, Ministry of public administration

**SPAIN / ESPAGNE**

Ms Raquel TABARA ANTON, technical councillor, Ministry for Territorial Policy, Subdirección General de Relaciones Internacionales y Europeas

**SWEDEN / SUEDE**

Mr Lars KARLANDER, Desk Officer, Local Government Division, Ministry of Finance

**SWITZERLAND / SUISSE**

Mr Bertrand BISE, Chef suppléant de l'unité Projets législatifs I, Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ, Domaine de direction Droit public,

**UKRAINE**

Ms Alexandra AZARKHINA, Deputy Minister for Communities, Territories and Infrastructure Development of Ukraine

Ms Oksana PAVLIUK, Head of the Unit for local self-government development and cooperation with Council of Europe institutions of the Department for local self-government development, territorial organisation of power and administrative-territorial structure Ministry for Communities, Territories and Infrastructure Development of Ukraine

Ms Oleksandra FURSAI, Private assistant to the Ms Azarkhina

**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Ms Siobhan SMYTH, Co-Deputy Head of Governance Reform and Democracy Unit, Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government

Mr Mark CORAM, Governance Reform and Democracy Unit, Department for Levelling Up, Housing and Communities, Local Government & Communities Directorate, Ministry of Housing, Communities and Local Government

**PARTICIPANTS****COMMITTEE OF MINISTERS / COMITE DES MINISTRES**

Ambassador Svetlana GELEVA, Chair of the GR-DEM (Rapporteur Group of the Ministers' Deputies on Democracy), Permanent Representative of North Macedonia to the Council of Europe

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE**

Mr Armen GEVORGYAN, General Rapporteur on Local and Regional Authorities, Member of the Social, Health and Sustainable Development Committee

**CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES / CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX**

Mr Mathieu MORI, Secretary General of the Congress

Mr Roman CHLAPAK, Secretary of the Governance Committee

**CONFERENCE OF INGOS / CONFERENCE DES OING**

Mr Gerhard ERMISCHER, Chair of the INGOs Conference

Mr Christoph SPRENG, Representative of the INGOs Conference to the CDDG, Initiatives of Change-International



**OTHER PARTICIPANT / AUTRE PARTICIPANT**

**UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE**

Ms Olimar MAISONET-GUZMAN, Human Rights Councillor at the US embassy in Paris

**OBSERVERS / OBSERVATEURS**

**ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD) /  
ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE)**

Mr Sean DOUGHERTY, Senior adviser, OECD Network on Fiscal Relations

Ms Sarah KUPS, Senior economist, Directorate for Employment, Labour and Social Affairs

**COUNCIL OF EUROPEAN MUNICIPALITIES AND REGIONS (CEMR) /  
CONSEIL DES COMMUNES ET REGIONS D'EUROPE (CCRE)**

Apologised for absence / Excusé

**GUEST SPEAKERS / INTERVENANTS**

Prof. Joachim BECK, President of the University of Applied Sciences Kehl (Germany)

Mr Magnus ÖHMAN, Director, Regional Europe Office, [International Foundation for Electoral Systems \(IFES\)](#)

Mr Ken GODFREY, Executive Director, [European Partnership for Democracy \(EPD\)](#)

Ms Adina TRUNK, chief of staff, Secretary-General's Office, [International Institute for Democracy and Electoral Assistance \(International IDEA\)](#)

Mr Spyros PAPADATOS, Chair of the Advisory Council of Youth

**SECRETARIAT**

**Secretariat of the CDDG / Secrétariat du CDDG**

Ms Alina TATARENKO – Head of the Democratic Governance Division / Secretary of the CDDG / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy and Human Dignity

Mr Christophe SPECKBACHER, Administrator – Democratic Governance Division / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy and Human Dignity

Ms Judith ORLAND, Democratic Governance Division – Directorate of Human Dignity, Equality and Governance - Directorate General of Democracy and Human Dignity

Ms Isabelle ETTER, Assistant

**Other Secretariat participating in the meeting /Autre Secrétariat participant à la réunion**

Ms Claudia LUCIANI, Director of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy and Human Dignity

Mr Daniel POPESCU, Head of Democracy and Governance Department / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy and Human Dignity

Mr Niall SHEERIN, Administrator – Democratic Governance Division / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy and Human Dignity

Ms Mary Ann HENNESSEY, Head of the Democratic Innovation Division / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Directorate General of Democracy and Human Dignity

Mr Kristian BARTHOLIN, Secretary of the Committee on Artificial Intelligence, Directorate General of Human Rights and Rule of Law

**Interpreters / Interprètes**

Mr Grégoire DEVICTOR

Ms Rémy JAIN

Ms Pascale MICHLIN

**ANNEXE 2**  
**ORDRE DU JOUR**

<b>1.</b>	<b>Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour</b>
<b>2.</b>	<p><b>Quatrième Sommet du Conseil de l'Europe et impact sur le mandat du CDDG</b></p> <p><b>Echange de vues</b> sur le Sommet de Reykjavik avec : Ambassadrice Svetlana GELEVA, Présidente du GR-DEM et Claudia LUCIANI, Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Points de vue des membres du CDDG</b> sur le mandat 2024-2027</li> </ul> <p><b>2e Sommet pour la démocratie</b> <i>organisé par les États-Unis, les Pays-Bas et d'autres partenaires</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Résultats du 2<sup>e</sup> sommet pour la démocratie: Loek TEN HAGEN, représentant permanent adjoint des Pays-Bas ; Olimar MAISONET-GUZMAN, Département d'État américain</li> <li>• Résultats de la table ronde thématique en ligne "La démocratie est-elle la clé de la paix ? (27 mars)</li> <li>• <b>Décision</b> sur les actions futures possibles</li> </ul>
<b>3.</b>	<p><b>Présidence du Comité des Ministres</b></p> <p>Priorités de la présidence lettone : présentation de Jānis KĀRKLIŅŠ, Ambassadeur de Lettonie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Échange de vues</b></li> </ul>
<b>4.</b>	<p><b>Plan de travail du CDDG 2023</b></p> <p><b>Principes de bonne gouvernance démocratique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Pour approbation</b> : Projet de recommandation sur les principes de bonne gouvernance démocratique et son exposé des motifs</li> </ul> <p><b>Démocratie délibérative</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Pour approbation</b> : Projet de recommandation sur la démocratie délibérative</li> <li>• Rapport sur la 4<sup>e</sup> réunion (1er mars 2023) du GT-DD : Markku MÖLLÄRI, Vice-président (Finlande)</li> </ul> <p><b>Gouvernance à plusieurs niveaux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport sur la 1<sup>ère</sup> réunion du groupe de travail sur la gouvernance (GT-G), 2-3 février : Peter ANDRE, Président (Autriche). Résultats du questionnaire du MLG</li> <li>• <b>Points de vue des membres</b> sur un projet de rapport sur la gouvernance à multiniveaux et sur un projet de recommandation ultérieur</li> </ul> <p><b>Administration publique verte</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport sur la 1<sup>ère</sup> réunion (2-3 mars 2023) du GT-A : Markku MÖLLÄRI, Président (Finlande). Résultats du questionnaire de l'AMP</li> <li>• Points forts et résumé de la conférence sur l'administration publique verte (26 avril) : Anna Gunnhildur ÓLAFSDÓTTIR, membre islandais du CDDG</li> <li>• <b>Points de vue des membres</b> sur la portée du projet de rapport sur l'administration publique verte</li> </ul>

	<p><b>Conférence sur le vote électronique et l'utilisation des TIC</b> 16 juin 2023, Strasbourg</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise à jour sur la préparation de la Conférence sur la mise en œuvre de CM Rec(2017)5 sur le vote électronique et les lignes directrices de CM sur les TIC dans le processus électoral.</li> <li><b>Noter et approuver les</b> actions proposées par les membres du CDDG</li> </ul> <p><b>Points restants du plan de travail</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Confirmation</b> des activités avril-décembre 2023 <ul style="list-style-type: none"> <li>Informations fournies par le Secrétariat</li> </ul> </li> </ul>
5.	<p><b>Rapporteurs du CDDG</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Informations sur l'intégration de la dimension de genre, la démocratie et la technologie, les questions sociales</li> </ul>
6.	<p><b>Partager l'expérience pour promouvoir la bonne gouvernance démocratique</b></p> <p><b>Échange de vues avec des fonctionnaires de haut niveau :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Oleksandra AZARKHINA, vice-ministre des communautés, des territoires et du développement des infrastructures, Ukraine</li> <li>Mzia GIORGOBANI, vice-ministre du développement régional et des infrastructures, Géorgie</li> <li>Vache TERTERYAN, vice-ministre de l'administration territoriale et des infrastructures, Arménie</li> <li>Agnese GEDUŠEVA, Secrétaire parlementaire, Ministère de la protection de l'environnement et du développement régional, Lettonie</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Questions et commentaires</b> des membres du CDDG</li> </ul> <p><b>Congrès des pouvoirs locaux et régionaux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Echange de vues avec Mathieu MORI, Secrétaire général</li> </ul> <p><b>Modernisation administrative en Europe, tendances actuelles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation par le professeur Joachim BECK, président de l'Université des sciences appliquées de Kehl (Allemagne)</li> <li><b>Discussion</b></li> </ul> <p><b>Développements actuels dans les États membres</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Contributions</b> des membres du CDDG (tout au long de la réunion)</li> </ul>
7.	<p><b>Coopération avec les organisations partenaires</b></p> <p><b>Échanges de vues avec :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Magnus ÖHMAN, directeur du bureau régional pour l'Europe, Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES)</li> <li>Ken GODFREY, directeur exécutif, Partenariat européen pour la démocratie (EPD)</li> <li>Adina TRUNK, chef de cabinet, bureau du secrétaire général, Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (International IDEA)</li> <li>Sarah KUPS : Rapport de l'OCDE <i>Construire la confiance pour renforcer la démocratie</i>;</li> <li>Sean DOUGHERTY : mise à jour des travaux de l'OCDE</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Questions et commentaires</b> des membres du CDDG</li> </ul>
<b>8.</b>	<p><b>Centre d'expertise pour la bonne gouvernance</b></p> <p>Projets de coopération</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise à jour des projets de coopération</li> </ul> <p>ELOGE (Label européen d'excellence en matière de gouvernance)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contribution de la réunion de la plateforme d'accréditation ELOGE (8e) (24 mars 2023) et autres développements récents</li> <li>• <b>Discussion et décision</b> sur les actions des membres du CDDG pour promouvoir ELOGE</li> </ul>
<b>9.</b>	<p><b>Activités sur la démocratie et la gouvernance</b></p> <p><b>CINGO</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Echange de vues avec Gerhard ERMISCHER, Président de CINGO ; contribution de CINGO au Quatrième Sommet</li> </ul> <p><b>Forum mondial de la démocratie (6-8 novembre 2023)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Discussion</b> sur une éventuelle contribution du CDDG</li> </ul> <p><b>Comité des ministres et autres organes du Conseil de l'Europe</b></p> <p><b>Comité sur l'intelligence artificielle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Discussion avec M. Kristian BARTHOLIN, secrétaire de la CAI</li> <li>• <b>Questions, commentaires et décisions</b> sur les contributions du CDDG à la Convention-cadre sur l'intelligence artificielle, les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit</li> </ul> <p><b>Conseil consultatif de la jeunesse</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Echange de vues avec Spyros PAPADATOS, Président</li> </ul>
<b>10.</b>	<b>Questions diverses</b>
<b>11.</b>	<b>Date de la prochaine réunion</b> - Dates proposées : 7-8 décembre
<b>12.</b>	<p><b>Adoption du rapport abrégé</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Décision</b> du CDDG</li> </ul>